

**Maître de l'Ouvrage**  
**Ministère des Armées - SID IDF**  
Base des Loges  
8 avenue du président Kennedy  
78102 Saint-Germain-en-Laye

**PARIS (75) – ILOT DU VAL-DE-GRÂCE**  
**RENOVATION DU BÂTIMENT 008**

**DCE**

**CCTP LOT 07a**

**LOGISTIQUE**

**EQUIPAGE Architecture - ARCHITECTE**

4 rue Saint Nicolas  
75012 PARIS  
Tél. : 01.43.47.47.30  
[equipage@equipagearchitecture.fr](mailto:equipage@equipagearchitecture.fr)

**B3E Ingénierie – BET TCE**

2 rue Salvador Allende  
92000 Nanterre  
Tél : 01 55 47 24 00  
[contact@b3e-bet.fr](mailto:contact@b3e-bet.fr)

**Bien Entendu – BET acoustique**

34, rue Etienne Marey  
75020 Paris  
Tel : 01 42 01 56 31  
Fax : 08 26 33 57 56  
[luquet@bienentendu.fr](mailto:luquet@bienentendu.fr)

**SBPC - MAITRE D'ŒUVRE SPECIALISE**

7 Impasse du Petit Bœuf  
78730 Saint-Arnoult en Yvelines

## Table des matières

1.	SPECIFICATIONS GENERALES T.C.E.....	3
1.1.	PRESCRIPTIONS GENERALES .....	3
2	PRESCRIPTIONS PARTICULIERES.....	7
2.1	RAPPEL .....	7
2.1.1	RESPONSABILITES VIS-A-VIS DES TIERS .....	7
2.1.2	ETENDUE DES INSTALLATIONS DE CHANTIER .....	7
2.1.3	INSTALLATION DE CHANTIER ET REPLIEMENT .....	8
2.1.4	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE .....	9
2.1.5	NETTOYAGE DU CHANTIER.....	10
2.1.6	RENDEZ-VOUS DE CHANTIER.....	11
2.1.7	ASCENSEURS .....	11
2.2	TRAVAUX PRÉLIMINAIRES : DÉPENSES COMMUNES DE CHANTIER.....	11
2.2.1	DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES.....	11
2.2.2	GÉNÉRALITÉS.....	13
2.2.3	CLÔTURE GRILLAGÉE AMOVIBLE (OU) FIXE .....	14
2.2.4	PROTECTION DES ARBRES ET DES CANDELABRES.....	15
2.2.5	PRESTATIONS HUMAINES .....	15
2.2.6	PANNEAU DE CHANTIER .....	16
2.2.7	BASE VIE POUR LES COMPAGNONS ET BUREAUX DE CHANTIER POUR MAÎTRISE D'ŒUVRE - OPC ET COORDONNATEUR SPS .....	16
2.2.8	PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS.....	17
2.2.9	INSTALLATIONS COMMUNES DE SÉCURITÉ ET D'HYGIÈNE .....	18
2.2.10	ELEVATEUR DE CHANTIER.....	18
2.2.11	GRAVOIS ET DECHETS DIVERS DE TRAVAUX TCE .....	19
2.2.12	COMPTE PRORATA .....	20

\*Toutes marques ou gammes de produit mentionnées dans les pièces du marché doivent être entendues comme pouvant être remplacées par des marques ou produits équivalents.

## OBJET DES TRAVAUX

### *Connaissance du projet*

Lors de l'étude du projet et avant la remise de son offre, l'entrepreneur doit prendre connaissance des plans, des lieux et des cahiers des charges des autres lots, notamment les dispositions communes à tous les lots (voir le lot 00), et tenir compte des exigences des clauses exposées dans les divers documents faisant l'objet du marché de travaux.

L'entrepreneur soussigné, afin de compléter les données du présent descriptif et des plans, devra visiter les lieux afin de se rendre compte de la nature et de l'étendue des travaux.  
CETTE VISITE EST OBLIGATOIRE.

Les matériaux employés seront de premier choix et mis en œuvre suivant les règles de l'art, et la réglementation applicable au moment de l'exécution des travaux.

### *Objet et connaissance des travaux*

#### Description succincte des travaux

Le présent CCTP a pour objet de décrire l'ensemble des prestations liées à la réalisation des travaux de :

- Rénovation du bâtiment n°08 de l'Ilot du Val-de-Grâce

L'Entrepreneur par le fait même de soumissionner est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier. Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaires, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

### *Liste de lots*

L'opération est décomposée dans les suivants lots :

- Voir l'allotissement défini au lot n°00 Prescriptions Générales.

## **1. SPECIFICATIONS GENERALES T.C.E.**

### **1.1. PRESCRIPTIONS GENERALES**

#### **1.1.1 EXPOSE DU PROJET**

Le présent DCE concerne la rénovation des espaces intérieurs du bâtiment n°08, la restauration de ses parties classées (façades, toitures et escalier monumental) ainsi que le renforcement des carrières situées sous l'Aile A du bâtiment.

Le bâtiment accueillera les bureaux du 1er CMA, les cellules du personnel mutualisé, le CESIMMO en plus des organismes déjà présents dans le bâtiment (DFRI, ISSA et USID Paris) pour une capacité d'accueil de 123 personnels.

L'ensemble des travaux décrit par le présent DCE est situé dans le bâtiment n°08, dans l'enceinte militaire du site de l'Eglise du Val de Grâce et est soumis aux exigences d'une zone protégée entendu que le site reste en activité le temps des travaux. Le bâtiment n°08 sera quant à lui libéré de toute occupation. D'autres travaux ayant lieu en parallèle sur le site, il sera nécessaire de porter une grande vigilance aux nuisances créées par ce chantier ainsi qu'au respect de la zone d'implantation du chantier.

Il s'agit de travaux de rénovation du bâtiment n°08 totalisant une surface totale dans œuvre hors combles d'environ 2800 m². Le bâtiment n°08 est composé de deux ailes. L'aile Ouest, nommée Aile A, est la plus ancienne et comprend 7 niveaux : du sous-sol au R+5, tandis que l'aile Est, ou Aile B comprend 5 niveaux : du sous-sol au R+3 + combles.

Ce bâtiment est dans un bon état de conservation et d'usage cependant les planchers de l'aile A feront l'objet de confortations structurelles ainsi que les planchers de l'aile B afin d'atteindre les surcharges d'exploitations réglementaires.

### **1.1.2 CONNAISSANCE DU PROJET**

Le présent marché est du type « A prix global et forfaitaire ».

Par le seul fait de soumissionner, l'Entrepreneur reconnaît qu'il a une parfaite connaissance du projet et du lieu d'exécution. Il doit connaître non seulement les pièces contractuelles de son lot, mais également tous documents ayant une incidence directe sur ses propres travaux à réaliser. Il est réputé avoir pris connaissance des CCTP et éléments graphiques des autres lots afin de prévoir dans son offre le coût des travaux complémentaires, même non décrits et non représentés sur les plans. Il devra également prévoir dans son offre le coût des travaux localisés à l'interface entre les différents lots.

Il doit signifier au maître d'œuvre, avant la remise de son offre, toutes anomalies ou discordances entre les pièces des différents lots et susceptibles d'avoir une influence sur la réalisation ou sur le coût des travaux.

Sa proposition sera réputée tenir compte implicitement de ces éventuels remarques ou manques, si aucune mention particulière n'accompagne son offre.

Il ne pourra réclamer aucun supplément financier ou de délai en s'appuyant sur le fait que des ouvrages mentionnés sur les plans et sur le CCTP pourraient se présenter inexacts ou incomplets, et ce après la remise de son offre.

Les plans d'Architecte priment sur les plans de structure en ce qui concerne les dispositions architecturales (implantation des éléments porteurs, répartition des ouvertures, etc.). Les plans de structure priment pour les dispositions structurelles. Tout élément dessiné sur les plans Architecte et non sur les plans de structure ou inversement est implicitement inclus dans l'offre de l'entreprise.

Les plans de structure joints au présent dossier ont pour but de définir les principes de structure et ne doivent en aucun cas être considérés comme des plans d'exécution. Ils doivent permettre à l'entreprise d'appréhender la nature et l'ampleur des travaux et les conditions d'exécution afin qu'elle puisse établir son offre de prix. Les dimensions et sections y sont données à titre indicatif, l'entreprise ne pourra prétendre à aucun dédommagement dans le cas où elle serait amenée à en modifier certaines (section, épaisseur de dalle, etc.)

Le présent C.C.T.P. et les documents contractuels ne pouvant contenir l'énumération rigoureuse et la description détaillée de tous les matériaux, ouvrages, percements, détails et accessoires. Il reste entendu que seront compris dans le marché forfaitaire, non seulement tous les travaux indiqués aux pièces du marché, mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction suivant toutes les règles de l'Art, les règlements, les normes en vigueur et les règles élémentaires de l'esthétique.

En cas de contradiction entre pièces écrites et pièces graphiques ou entre des documents de même nature, ce sont les dispositions les plus contraignantes à tout point de vue de ces documents qui sont réputées avoir été retenues par l'entreprise dans son offre. Le choix final entre lesdites dispositions revenant au Maître d'Œuvre sans que cela entraîne un quelconque supplément de prix.

### **1.1.3 SECURITE INCENDIE**

La notice de sécurité du projet datant du 08 novembre 2024 et décrivant les principes réglementaires sécurité incendie pour les établissements recevant des travailleurs (ERT) est jointe au DCE. Les locaux à risques moyens et à risques importants sont définis à la notice de sécurité. Les entreprises sont réputées avoir intégré dans leur offre l'ensemble des prestations nécessaires à la prise en compte de la réglementation incendie.

- Locaux à risques moyens : planchers hauts et parois CF 1H.
- Locaux à risques importants : planchers hauts et parois CF 2H.
- Stabilité des structures horizontales et verticales : SF 1H.
- Degré coupe-feu des planchers : CF 1H.

### **1.1.4 CONNAISSANCE DES LIEUX**

L'Entrepreneur a l'obligation de procéder à une visite détaillée du site et des avoisinants avant de remettre son offre. Il sera réputé avoir une parfaite connaissance des lieux et de toutes les contraintes relatives au lieu des travaux, aux accès au site et aux circulations à l'intérieur du site.

Il aura également pris connaissance de la totalité des pièces du permis de construire, concernant les travaux du bâtiment n°08.

Il devra contrôler et/ou compléter au cours de ses visites sur le site, les indications des plans et du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). En cas de divergence, il

devra en faire part au Maître d'Œuvre avant de remettre son offre.

Une attestation de visite des lieux sera à faire signer par le Maître d'Ouvrage qui sera jointe aux documents d'appel d'offre. Toute entreprise qui ne fournira pas ce document sera écartée du présent appel d'offre.

### **1.1.5 DOCUMENTS A JOINDRE A L'OFFRE**

#### **a) Mémoire technique**

Le mémoire technique sera conforme au règlement de la consultation et devra préciser au minimum :

- Les installations et l'organisation du site (les stationnements des véhicules, les voies internes de circulation, accès au site, clôtures de chantier, etc.).
- Les moyens prévus pour répondre aux demandes du PGC réalisé par le Coordonnateur SPS.
- La procédure de gestion et de la destination des déchets (démolitions, travaux).

#### **b) Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)**

Le cadre de DPGF joint au dossier DCE devra être scrupuleusement respecté, sans modification de présentation ni complément intermédiaire. Les sous totaux demandés doivent être respectés.

Les éventuelles quantités portées par le Maître d'Œuvre dans la colonne « quantités Maîtrise d'œuvre » cadre de décomposition ne dégagent en rien la responsabilité des entreprises.

L'Entrepreneur devra calculer les quantités et porter ces propres quantités dans la colonne « quantités ». Après la remise de l'offre les quantités indiquées seront considérées comme étant celles de l'entreprise. Aucun supplément ou modification ne sera accepté après la remise de l'offre.

Toute modification ou complément sera placé en fin de sous chapitre et clairement indiquée (police différente et couleur).

Le non-respect de ces exigences pourra entraîner le rejet de l'offre.

L'Entrepreneur devra fournir une décomposition forfaitaire de son prix, avec la quantité et le prix unitaire de chaque article.

Les prix unitaires devront obligatoirement englober tous les frais inhérents au chantier, y compris les frais d'études et de synthèse.

Le marché du présent lot sera traité à prix global et forfaitaire. Les travaux comprendront l'intégralité des ouvrages nécessaires à la complète mise en utilisation des locaux, même si certaines prestations ne figurent que sur une seule pièce du marché.

L'Entrepreneur devra inclure dans son offre l'ensemble des éléments et informations fournis au dossier d'appel d'offre (AO) à savoir les pièces graphiques et les pièces écrites de tous les lots y compris le lot n°00 Prescriptions Communes.

### **1.1.6 VERIFICATION DES COTES**

Les entrepreneurs devront vérifier les cotes portées aux plans, les sections des éléments porteurs, les épaisseurs de dalle et, en cas d'erreur ou de doute, en faire part au Maître d'Œuvre, avant la remise de son offre. En aucun cas il ne pourra faire état en cours d'exécution d'un manque, d'une erreur de section, d'une insuffisance de description ou de la non-concordance entre les différentes pièces du dossier pour prétendre à un supplément sur le prix forfaitaire.

## **2 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

### **2.1 RAPPEL**

L'entrepreneur titulaire du présent lot devra se référer au lot n°00 Prescriptions Générales et :

- Prévoir toutes les fournitures et façons, décrites ou non, nécessaires à l'exécution des travaux dans les règles de l'Art.
- Respecter la réglementation en vigueur pour les nuisances de chantier.
- L'enlèvement de tous ses déchets et matériaux selon les normes en vigueur.
- Les enlèvements de tous ses déchets et matériaux selon les règles environnementales existantes.
- Respecter le CCGA et CCAP de l'opération.
- Intégrer les prescriptions du PGC.
- Etc.

#### **2.1.1 RESPONSABILITES VIS-A-VIS DES TIERS**

L'Entrepreneur est responsable, jusqu'à la réception des travaux, du maintien en bon état des voies, réseaux, clôtures, végétation et installations de toutes natures affectées par les travaux.

L'Entrepreneur doit prendre toutes dispositions pour qu'aucune projection de terre ne vienne souiller les revêtements des chaussées et les rendre glissants. Les pneus des camions et engins de chantier doivent être décrottés et lavés avant sortie du chantier. Il doit, en outre, protéger les arbres situés dans l'environnement de ses travaux.

De plus, l'Entrepreneur doit prévoir toutes les mesures qui s'imposent pour ne pas occasionner de dommages ni motiver de réclamation de quelque nature que ce soit de la part des tiers (nettoyage des voiries, survol des grues, bruits, etc...). Bien entendu, s'il y avait un préjudice quelconque à leur endroit, la réparation intégrale serait à la charge de l'Entrepreneur. En aucun cas le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'Œuvre ne peuvent être recherchés de ce fait.

Tout arrêt de chantier dû à l'inobservation de ces clauses ne peut en aucun cas provoquer une modification de délai et de prix forfaitaire. De plus, par cet arrêt l'Entrepreneur défaillant a à sa charge tous les frais, dommages et préjudices occasionnés au Maître de l'Ouvrage.

#### **2.1.2 ETENDUE DES INSTALLATIONS DE CHANTIER**

Les installations de chantier et les dépenses nécessaires aux entreprises de l'opération pour toute la durée des travaux seront réalisées et gérées par le titulaire du présent lot, à l'exception de la base vie qui sera fournie au titulaire du présent lot. La base vie sera remise au titulaire du présent lot, et fera l'objet d'un constat d'huissier. Le titulaire du présent lot devra uniquement l'entretien de la base vie.

Le présent lot doit la construction, le montage et l'entretien de toutes les installations nécessaires à l'exécution des travaux décrits au présent DCE, notamment :

- Toutes les installations de chantier nécessaire à tous les lots.
- La mise en place de bennes à gravois et l'évacuation des déchets pendant toute la durée des travaux avec tri sélectif pour un forfait de 60 bennes de 8m3. Les Entreprises titulaires des lots 01, 07b et 07d ne seront pas concernés par cette mise à disposition de bennes et de tri sélectif.
- L'évacuation des déchets des entreprises, à l'exception des déchets des lots 01, 07b et 07d.
- Le nettoyage des salissures occasionnées par les travaux du présent lot.
- L'enlèvement en fin de travaux des protections et emballages vers un centre de traitement approprié, dans la limite de 60 bennes de 8m3 comme décrit ci-avant.
- La fourniture et la mise en œuvre de tous les matériels réglementaires ainsi que toutes les protections de sécurité nécessaires aux accès, aux approvisionnements et à l'exécution des travaux.
- Le nettoyage régulier de ses installations.

La liste ci-dessus n'est pas limitative.

### **2.1.3 INSTALLATION DE CHANTIER ET REPLIEMENT**

L'Entreprise titulaire du présent lot établira un plan d'installation de chantier et le soumettra à l'approbation de l'OPC, du Maître d'Ouvrage, de la Maîtrise d'Œuvre et du Coordonnateur de Sécurité.

En cas d'installation de chantier sur la voie publique, l'Entreprise se chargera de l'obtention de toutes les autorisations et aura à sa charge toutes les impositions locales en découlant.

#### **Installation de chantier**

L'installation de chantier comprendra la construction, le montage et l'entretien de toutes les installations nécessaires à l'exécution des travaux décrits au présent DCE, notamment :

- Les zones nécessaires au stockage et à la bonne conservation des matériaux et de l'outillage.
- La base-vie du chantier sera mise à disposition par le MinArm au titulaire du présent lot. Un constat d'huissier sera effectué. Il conviendra au Lot Logistique d'en assurer la gestion et l'entretien, suivant le plan de chantier établi en accord avec le Maître d'œuvre, l'OPC et le SPS
- Les clôtures de chantier.
- Les protections des arbres et des candélabres présents au sein et aux alentours proches du chantier
- La protection des ouvrages existants (portes d'accès au RDC du bâtiment 8, local SSI au RdC du bâtiment 08 (qui fera l'objet d'un constat d'huissier), local compactus/ réserve de la bibliothèque (Protégé et inaccessible à l'exception des quelques



interfaces), portes de l'ascenseur... .

- Les moyens d'accès du personnel
- Installations de lutte contre l'incendie de la base-vie, des zones de stockage et de chantier
- Aménagement, entretien des abords et des aires de stockage.
- Il est rappelé que l'entretien quotidien est dû au présent lot.
- Pose, entretien, gestion et dépose d'un lift de chantier de 2000kg pour 12 mois de chantier avec protection de la façade. Il sera mutualisé entre toutes les entreprises MH et non MH. Aucun autre moyen de levage ne sera mutualisé.
- Gestion du tri et des aires de stockages

La voie pompier sera maintenue libre en toute circonstance.

Ces listes ne sont pas limitatives.

## **2.1.4 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE**

La gestion et les dispositifs de sécurité seront conformes au C.C.A.P., au Plan Général de Coordination et au Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC et PPSPS) joints au présent dossier de consultation.

Les mesures à prendre en matière d'hygiène et de sécurité sur le chantier doivent être conformes à la loi 76.1106 du 6 Décembre 1976, aux articles R238-20 à R238-28 du code du travail et au décret 94-1159 du 26 Décembre 1994.

Chaque entreprise doit assurer les protections collectives provisoires de chantier telles que bouchements de trémies, de regards et trappes d'accès, garde-corps de protection, etc... Il en assure l'entretien. Chaque entreprise, en ce qui la concerne, doit en assurer la remise en place après déplacement par son personnel.

Chaque Entrepreneur doit communiquer, en ce qui le concerne, le PPSPS qu'il compte appliquer et en communiquer un exemplaire au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur de Sécurité, dans les 30 jours qui suivent la signification du marché.

Chaque entreprise fait son affaire de toutes démarches et envoie les documents aux organismes sociaux et administratifs.

Prescriptions particulières :

1. Chaque Entrepreneur, pour ce qui le concerne, est tenu de prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous règlements de police, de voirie ou autres.

Il doit notamment fournir son PPSPS en temps et en heure

2. L'Entrepreneur doit vérifier la conformité et doit procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'il utilise sur le chantier : échafaudages, garde-corps ou filets, engins de levage, installations électriques...

Sous sa responsabilité, il charge de ces vérifications une personne ou un organisme agréé.

3. L'Entrepreneur s'engage à donner à son personnel les consignes voulues concernant l'hygiène et la sécurité, tant en ce qui concerne le chantier lui-même, qu'en ce qui concerne les incidences sur l'extérieur de celui-ci.
4. L'Entrepreneur s'engage, dans le cas où ses travaux impliquent des travaux de recouvrement (sous-section 4) ou de dépose et évacuation (sous-section 3) des produits contenant de l'amiante, à établir et soumettre à l'approbation des administrations compétentes, notamment de l'inspection du travail, les protocoles ou plans de retrait nécessaires, avant tout début de ces travaux. Un chantier-test et la formation spécifique du personnel pour ces travaux font partie intégrante des prestations.

L'Entrepreneur est responsable du respect de ces consignes.

## **2.1.5 NETTOYAGE DU CHANTIER**

### ***2.1.5.1 Nettoyage en cours de chantier***

Conformément au C.C.A.G. et dans le respect de la Charte Chantier Propre, chaque Corps d'Etat doit :

- Effectuer ses nettoyages au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux et au minimum une fois par semaine. Aucun gravois ne doit être projeté par les fenêtres ou trémies diverses.
- L'évacuation et l'enlèvement journalier de ses propres déblais, emballages, déchets et gravois dans les bennes mises à disposition.
- Le nettoyage, la réparation et la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

L'entreprise titulaire du présent lot a la charge du nettoyage quotidien des escaliers des bâtiments, hors escalier monumental, pendant toute la durée du chantier.

L'entreprise titulaire du présent lot a la charge du nettoyage quotidien des couloirs communs cinq jours ouvrables avant les OPR et pendant la période des OPR jusqu'à la livraison de l'ouvrage.

L'entreprise titulaire du présent lot a la charge de la mise en place et la gestion des dispositifs d'évacuation, du tri sélectif, de stockage et d'enlèvement des déblais et gravois de tous les Corps d'Etat et de leur transport aux décharges publiques y compris les droits de décharges. Ces dispositifs comprennent, entre autres, en nombre suffisant :

- Pour un forfait de 60 bennes de 8m3 en pied de bâtiment,
- Pour rappel les Entreprises titulaires des lots 01, 07a et 07d n'ont pas accès à ce forfait de 60 bennes et doivent la gestion de leurs propres déchets de par devers eux et sous leur responsabilité.

La propreté du chantier doit être maintenue de façon constante. Le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage se réservent le droit, en cas de non-exécution de cette prescription, de faire effectuer les nettoyages correspondants, autant de fois qu'il est nécessaire, par une Entreprise de nettoyage spécialisée. Les frais correspondants seront imputés à l'Entreprise

responsable.

### **2.1.5.2 Nettoyage avant réception**

Chaque entrepreneur doit réaliser après ses interventions le nettoyage complet de tous ses ouvrages. Le nettoyage fin et final avant la réception est prévu au lot PEINTURE et décrit dans le CCTP de ce lot.

## **2.1.6 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER**

### **2.1.6.1 Représentant de l'entreprise**

L'entreprise doit mettre à disposition du Maître d'œuvre et de l'O.P.C. un responsable technique assurant tous les rendez-vous de chantier et de coordination. Ces rendez-vous ont lieu, au choix du Maître d'œuvre de concert avec la Maîtrise d'Ouvrage, sur le chantier.

### **2.1.6.2 Réunions de chantier**

Les rendez-vous de chantier dont le jour et l'heure sont fixés par le Maître d'Œuvre, en accord avec la personne chargée de l'O.P.C. et le Maître d'Ouvrage ont lieu chaque semaine. Ils ont pour objet d'assurer le contrôle d'exécution, la liaison entre les différents corps d'état, de contrôler le planning d'exécution, des mises au point techniques et de prendre toutes décisions importantes. De ce fait, la présence du représentant de l'entreprise est indispensable à chaque réunion et pendant tout son déroulement.

Chaque entreprise sous-traitante devra également désigner un responsable ayant pouvoir de décision pour assister aux réunions de chantier. La présence aux rendez-vous de chantier de cette personne n'est pas systématique mais peut être réclamée par le Maître d'œuvre et/ou la personne chargée de l'OPC.

Toute décision prise en l'absence d'un représentant d'entrepreneur ne peut être contestée par celui-ci.

Les décisions prises sur le chantier sont consignées sur un compte-rendu établi par le Maître d'Œuvre et envoyé aux entreprises.

Si l'entreprise n'a pas fait d'observations écrites par lettre recommandée au Maître d'Œuvre dans les 7 jours (sept jours), les décisions portées aux comptes-rendus de chantier sont sans appel.

## **2.1.7 ASCENSEURS**

Pour rappel l'ascenseur existant dans le bâtiment 08 sera neutralisé le temps des travaux. (voir PIC)

## **2.2 TRAVAUX PRÉLIMINAIRES : DÉPENSES COMMUNES DE CHANTIER**

### **2.2.1 DOCUMENTS DE RÉFÉRENCES**

- C.C.A.G. (norme NFP.03.001 et ses annexes).
- C.C.A.P.

- C.C.T.C
- P.G.C. S.P.S.

**Pour l'imputation des travaux aux différents corps d'état, les dispositions du présent C.C.T.P. priment sur celles éventuellement édictées au P.G.C. S.P.S.**

Cas particulier d'un lot LOGISTIQUE :

L'Entreprise fait sienne l'ensemble des prestations de travaux préliminaires et de dépenses communes de chantier décrites dans le présent chapitre.

Un plan de PROJET D'INSTALLATION DE CHANTIER est joint au présent dossier D.C.E. Il est contractuel et doit être appliqué.

Il devra être adapté, sans supplément de prix, pour tenir compte de la réglementation et pour les contraintes nécessaires du chantier, dont les modifications et les déplacements éventuels.

Aucune installation de chantier, ni stockage de matériaux ne doivent être réalisés en dehors de l'emprise du chantier imposée par le Maître d'Œuvre (site classé)

## 2.2.2 GÉNÉRALITÉS

Les prix afférents au présent lot Logistique, lot Électricité et lot Plomberie, chacun pour ce qui le concerne, sont réputés comprendre, en sus et détaillés dans leur offre, les dépenses et marges touchant aux travaux préliminaires et dépenses communes de chantier, objet du présent chapitre.

Ces prestations, dues dans le marché forfaitaire de l'Entreprise Logistique, ne sont donc pas à prendre en considération dans les prestations des autres corps d'état ni dans le compte prorata ni dans le compte interentreprises. Le terme "Exécuté(es) par le lot ..." veut dire que toutes les prestations sont aux frais exclusifs de l'Entreprise citée.

De plus, l'Entrepreneur du présent lot Logistique, a la charge de toutes les démarches administratives à effectuer auprès des concessionnaires, des services municipaux et de voiries et de la préfecture de police concernant les travaux du présent chapitre dont les emprises sur voies publiques, branchements de chantier pour la voirie, l'eau, l'évacuation des eaux pluviales et des eaux usées.

L'Entrepreneur du lot Électricité a la charge des mêmes démarches administratives pour l'électricité, la fibre et le téléphone.

L'Entrepreneur du lot Plomberie a la charge des mêmes démarches administratives pour l'eau et l'assainissement.

Les prestations dues par l'Entrepreneur du présent lot comprennent également :

- Les travaux préliminaires, l'organisation du chantier, l'aménagement de l'emprise nécessaire à l'organisation générale du chantier, pour tous les corps d'état et les installations de chantier propres à son lot. L'organisation d'ensemble du chantier doit être établie compte tenu des prescriptions imposées par le ministère des Armées et de la présence d'autres Entreprises réalisant des travaux dans le site de l'Ilot du Val-de-Grâce mais hors objet du présent marché. En outre, l'accord du Maître d'Œuvre doit être sollicité.
- Les plans d'installation de chantier pour l'ensemble des Corps d'État qui doivent être en conformité avec le règlement d'hygiène et de sécurité (Voir le P.G.C. et le plan d'installation de chantier (PIC)).
- Protections des voiries, trottoirs, égouts, etc. dans l'emprise du chantier et des abords sur voiries publiques.
- L'entretien de toutes ses installations et les modifications nécessaires.
- Les déplacements éventuels en cours de chantier.
- Le démontage et l'enlèvement en fin de chantier y compris tous raccords nécessaires aux ouvrages construits.
- Les charges temporaires de voirie et de police.
- Etc.

### **Accès au site**

La voie Pompier sera maintenue toujours ouverte et accessible aux moyens de lutte contre les incendies. L'accès au site pour les Entreprises se fera par l'hôpital dit monobloc au 74 boulevard Port Royal jusqu'à la fermeture de cet accès programmé courant 2026. L'accès sera alors reporté vers le nouveau PAF au 74ter boulevard de Port Royal. Pour rappel, un marché forain se tient devant le 74ter du bd du Port Royal et interdira toute livraison de gros véhicules les mardis et jeudis en journée.

## 2.2.3 CLÔTURE GRILLAGÉE AMOVIBLE (OU) FIXE

Fourniture, mise en place et location de clôture grillagée amovible (ou) fixe de 2 mètres de hauteur, avec soubassement plein en bardage métallique et partie supérieure grillagée, type HERAS sur plots de lestage y compris :

- Verrouillage inviolable sur plots-support et entre chaque élément et en extrémité sur bâtiments existants afin de supprimer tout risque de passage.
- Location pendant toute la durée du chantier Tous Corps d'État.
- Portail 2 vantaux avec cadenas de 8,00 m de largeur pour l'ensemble des vantaux.
- Portillons d'accès du personnel de 1,00 m de largeur avec cadenas (ou) de largeur nécessaire et réglementaire.
- Mise à disposition jusqu'à la fin du chantier.
- Éclairage de la clôture suivant la réglementation en vigueur.
- Entretien et réfection de la clôture pendant la durée du chantier.
- Déplacements et remaniement en cours de chantier.
- Démontage et enlèvement.
- Toutes sujétions découlant des ordonnances de police et/ou en vigueur.
- Démontage, l'entretien et l'enlèvement après la fin des travaux T.C.E.

### Prestation :

- Fourniture, mise en place et location de clôture grillagée amovible de 2 mètres de hauteur, type HERAS sur plots de lestage y compris :

Désignation des prestations	Exécuté par le présent lot	A imputer au compte prorata
- Installation y compris transport	X	
- Location pendant toute la durée du chantier Tous Corps d'État	X	
- Fourniture et pose de 2 portails 2 vantaux avec cadenas de 4,00 m de largeur	X	
- Mise à disposition jusqu'à la fin du chantier T.C.E.	X	
- Éclairage de la clôture suivant la réglementation en vigueur	X	
- Entretien et réfection de la clôture pendant la durée du chantier	X	
- Déplacements en cours de chantier	X	
- Démontage et enlèvement	X	
- Démolition et évacuation des matériaux résultant à la fin du chantier	X	

**Concerne :**

- Clôture de chantier comme repérée au PIC

## **2.2.4 PROTECTION DES ARBRES ET DES CANDELABRES**

Mise en œuvre de protection fixes et solides à l'aide de planche de bois autour des arbres et des candélabres sur une hauteur de 2m ou par tout autres moyens appropriés validés par le Maître d'Œuvre.

Entretien durant les travaux et dépose en fin de chantier des protections.

**Concerne :**

Suivant indication du Maître d'Œuvre et selon nécessité de sécurité :

- Protections autour de tous les arbres et les candélabres situés au sein de l'emprise des travaux.
- 

## **2.2.5 PRESTATIONS HUMAINES**

Pour rappel le site de l'Ilot du Val de Grâce reste en activité pendant toute la période des travaux sur la zone. Le bâtiment provisoire situé au Sud du bâtiment 08 doit donc pouvoir fonctionner durant toute la durée du chantier. Le ministère des Armées a la charge de la surveillance de l'Ilot du Val de Grâce et assure ainsi le gardiennage de la zone des travaux du bâtiment 08.

**Prestations à la charge du présent lot :**

L'Entreprise du présent lot doit :

- L'ouverture de la zone de chantier et de la base-vie tous les matins à partir de 7h00 et sa fermeture tous les soirs à 19h, 5 jours par semaine du lundi au vendredi pendant toute la durée du chantier, y compris le mois d'août.
- La gestion des clés de chaque bâtiment et de chaque espace jusqu'aux OPR.
- La gestion quotidienne des bennes pour un forfait de 60 bennes de 8m3 et la gestion quotidienne des zones de stockage. Pour rappel, les éventuels conteneurs de stockage positionnés sur les zones de stockage sont à la charge de chaque Entreprise ainsi que l'éventuel raccordement électriques de ces conteneurs.
- Le nettoyage quotidien des escaliers du bâtiment 08, à l'exception de l'escalier monumental dont il assurera la fermeture, pendant toute la durée du chantier, jusqu'aux OPR.
- Le nettoyage quotidien des couloirs du bâtiment 08, jusqu'aux OPR.
- L'entretien régulier de la base vie durant toute la durée du chantier

**Concerne :**

- Les prestations humaines pour l'ouverture et la fermeture de la zone chantier et de la base-vie.
- La gestion des clés jusqu'aux OPR.
- Le nettoyage quotidien des escaliers du bâtiment 08, à l'exception de l'escalier monumental

- Le nettoyage des couloirs communs du bâtiment 08 jusqu'aux OPR.
- L'entretien de la base vie
- La gestion des bennes et des aires de stockages

### **2.2.6 PANNEAU DE CHANTIER**

Fourniture et pose d'un panneau de chantier suivant plan établi par le Maître d'Œuvre, dont les dimensions et la hauteur de fixation seront définies par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre. (minima de 3,00 m de longueur par 2,00 m de hauteur) Elles sont adaptées au texte à inscrire pour qu'il soit normalement lu à 15 m de distance pour les plus petites lettres. Y compris toutes sujétions pour scellement, contreventement et lestage, déplacements et entretien en cours de chantier, dépose et enlèvement en fin de chantier.

Y compris remaniement et dépose en fin d'opération.

L'ossature du support doit être peinte.

Y compris éclairage du panneau par projecteurs à éloignement avec alimentation électrique.

Les inscriptions sont conformes à la réglementation :

1. La désignation de l'opération avec numéro de permis de construire, surface de planchers à construire, date de commencement des travaux et date présumée de leur achèvement, etc. Conformément aux dispositions de l'article A421 – 7 du Code de l'Urbanisme.
2. La désignation du Maître d'Ouvrage avec le sigle commercial et adresse du Maître d'Ouvrage.
3. La désignation du Maître d'œuvre, Bureau d'Études, Bureau de Contrôle, Économiste et autres contractants avec leurs adresses, téléphone et télécopie respectives avec sigle commercial de chacun.
4. La désignation des Entreprises concourant à la construction.

#### **Concerne :**

- Le panneau de chantier réglementaire à installer en limite du site de l'Eglise du Val-de-Grâce.

### **2.2.7 BASE VIE POUR LES COMPAGNONS ET BUREAUX DE CHANTIER POUR MAÎTRISE D'ŒUVRE - OPC ET COORDONNATEUR SPS**

La base vie chantier sera mise à disposition par le MinArm selon le plan de chantier établi en accord avec le Maître d'œuvre, l'OPC et le SPS.

Les frais suivants sont à la charge du présent lot Logistique :

- L'entretien et le nettoyage des accès, des abords et des voies de chantier à l'intérieur du chantier, des aires de stationnement et de baraquements.
- L'entretien complet de la base vie et des bureaux de chantier pendant toute la durée des travaux.
- L'entretien et le nettoyage journalier des installations complètes du cantonnement T.C.E. y compris les abords par une des Entreprises de nettoyage agréée par le



Maître de l'Ouvrage sur le site.

- L'entretien et le nettoyage des panneaux de signalisation nécessaires à la sécurité et à la bonne marche du chantier y compris fourniture et pose de panneaux.
- La fourniture des casques, bottes et cirés pour le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre et leurs représentants et leurs visiteurs respectifs.
- Les frais entraînés par la constitution et le fonctionnement du collège Interentreprises de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T.). Ces frais sont imputables à toutes les Entreprises du chantier.
- Photocopieur avec chargeur automatique des documents A4 et A3 et trieuse (y compris contrat d'entretien et toute fourniture).
- Les consommables pour le photocopieur.
- Les consommables pour la fontaine d'eau réfrigérée et la machine à café.
- L'abonnement, le coût des copies et la fourniture du papier A4 et A3 pour la photocopieuse.
- Le paiement des abonnements et communications téléphoniques nécessaires aux bureaux de la Maîtrise d'Œuvre, de l'O.P.C., du Coordinateur S.P.S., Internet et cellule de synthèse.
- Les consommables du bloc sanitaire des bureaux et des vestiaires des compagnons.
- Les frais d'assurances de ces bureaux : vol dont principalement les matériels importants de la cellule de synthèse, incendie, explosion, dégât des eaux (Le contrat est à souscrire par le présent lot et aux frais du présent lot).
- 1 liaison Internet à haut débit et une couverture WIFI dans l'ensemble de la base-vie.

**Concerne :**

- Base-vie de chantier sur le site, suivant plan de chantier établi en accord avec le Maître d'Œuvre, l'OPC et le SPS.

## **2.2.8 PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS**

Protection solide et fiable le temps du chantier avec entretien et remaniement par tous moyens appropriés des éléments suivants :

- Protection des 6 portes d'accès au RDC sans fixation dans les menuiseries existantes ni dans la pierre
- Protection des gardes corps conservés des escaliers de l'aile B du bâtiment 08
- Protection des accès au local compactus au Sous-Sol
- Protection des portes de l'ascenseur au RDC, R+1, R+2, R+3 et R+4.
- Fermeture des accès vers l'escalier monumental
- Fermeture de chantier de la trémie de l'ascenseur au R+1, R+2 et R+3
- Protection par bâchage épais et solidement fixé des collections de la bibliothèque centrale des services de santé des armées maintenues le temps du chantier dans l'espace compactus du sous-sol.

Les protections seront réalisées par panneau de bois résistant à l'eau pour les protections extérieures et par panneau aggloméré de bois et/ ou de cartonnage épais pour les protections intérieures. L'Entreprise doit la pose, l'entretien, le maintien en usage et la dépose en fin de travaux.

**Concerne :**

- Les protections comme listées ci-avant.

## **2.2.9 INSTALLATIONS COMMUNES DE SÉCURITÉ ET D'HYGIÈNE**

**Se reporter au P.G.C.**

Toutes fournitures et mise en place des dispositifs communs de sécurité et d'hygiène intéressant les parties communes du chantier y compris toutes sujétions pour :

- Entretien.
  - Branchements divers.
  - Démontage et enlèvement en fin de chantier.
- A. Chaque entreprise fournit et met en place au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux les dispositifs de sécurité du chantier, à savoir : protection des ouvertures extérieures, des escaliers, des trémies, des gaines et des trémies d'ascenseurs.
- B. L'Entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, à l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.
- C. Les dispositifs de sécurité mis en place par un Entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par ce dernier.

Pour la lutte contre l'incendie, l'Entrepreneur du présent lot, prévoit à sa charge la fourniture, la mise en place et l'entretien des extincteurs approvisionnés en nombre suffisant pour l'ensemble du chantier (base vie, zones de chantier, dont escalier monumental, et zone de stockage de chantier) et stockés dans les bureaux de chantier et dans les zones chantier.

**Concerne :**

- Les installations de lutte contre l'incendie de la base vie et des zones de chantier et de stockage de chantier.

## **2.2.10 ELEVATEUR DE CHANTIER**

Fourniture, pose, entretien et dépose en fin de chantier d'un élévateur de chantier ou lift de chantier de 2000kg pour 12 mois de chantier y compris protection et escalier de chantier sur baie en façade du bâtiment 08. Cette prestation comprend :

- Le démontage, le remisage et le remontage en fin d'opération des métalleries et serrureries se trouvant au droit et à proximité de la zone d'installation du lift de chantier. Toutes les métalleries et serrureries existantes au RdC sur le pignon est du bâtiment n°008 seront déposées avec soin, remisées sur site, décapées, restaurées voire complétées en cas de lacune, remises en peinture et remontées in situ après la dépose du lift. Les travaux de rénovation des métalleries et serrureries font partie du présent lot.
- La préparation et le remaniement des éléments maçonnés se trouvant au droit et à proximité de la zone d'installation du lift de chantier. L'ensemble des maçonneries

existantes au RdC du pignon est du bâtiment n°008 feront l'objet d'une rénovation et d'un ravalement y compris la cour anglaise (sol et murs). Les travaux de rénovation et de ravalement des maçonneries (sols, murets, cour anglaise, bordure, ... liste non limitative) font partie du présent lot.

- La préparation du support au sol comme fondation au lift de chantier par tous moyens appropriés.
- La location et la mise à disposition au collège des Entreprises d'un lift de chantier accompagné, de 2000kg d'empport, pendant 12 mois effectifs d'usage y compris la mise à disposition du personnel habilité à la manœuvre du lift, de 8h à 18h, du lundi au vendredi.
- La fourniture, la pose, l'entretien et la dépose en fin d'opération d'un lift de chantier.
- Le raccordement électrique du lift est dû au lot Electricité y compris le PV de conformité de raccordement.
- La mise en service, les tests et le rapport de bonne mise en service sont dus au présent article.
- La dépose des vantaux de fenêtre, le remisage, ainsi que la mise à disposition des dits vantaux au lot MH 01 (Echafaudages, Installation plomb, Menuiseries bois et charpente) et la repose en fin d'opération sont dus au lot 01.
- La protection des baies par tous moyens solides et appropriés est due à ce présent lot, ainsi que la mise hors d'eau hors d'air des accès aux au R+1, R+2 et R+3.
- Les paliers du lift au R+1, R+2 et R+3 y compris les escaliers de raccordement sont à la charge du présent lot.
- Les affichages réglementaires de sécurité sont dus à ce présent lot.

**Concerne :**

- La mise à disposition des Entreprises d'un lift de chantier.

### **2.2.11 GRAVOIS ET DECHETS DIVERS DE TRAVAUX TCE**

L'Entreprise titulaire du lot Logistique a la charge de la gestion et des frais pour la mise à disposition du collège des Entreprises (hors lots 01, 02, 03, 04, 07a et 07d) du tri sélectif des déchets de chantier pour un forfait de 60 bennes de 8m<sup>3</sup>. Les frais d'enlèvement des gravois aux décharges publiques sélectives y compris tous droits et frais de décharges sont compris au présent lot, dans la limite du forfait de 60 bennes de 8m<sup>3</sup>.

Pour rappel, les Entreprises des lots VRD Gros Œuvre et Plâtrerie sont exclues de l'accès à ces bennes et devront gérer leurs propres déchets de chantier à leurs frais en pratiquant un tri sélectif.

Tri sélectif : Il est induit par le fait que lorsque, dans une benne, il y a un mélange de différentes catégories de déchets, si ceux-ci ne sont pas triés par catégories, c'est la catégorie la plus contraignante qui fixe la catégorie du mélange et donc un coût d'élimination plus élevé.

Le tri des déchets se fera par la mise en place d'au moins 5 bennes stockant différents types de déchets. Elles contiendront séparément les métaux, les déchets inertes, les déchets dits « banals » (DIB : déchets industriels banals), les déchets dangereux (DIS : déchets industriels spéciaux) et les emballages propres. Les bennes recueillant les deux

derniers types de déchets devront être couvertes afin d'éviter soit une pollution due au ruissellement de l'eau de pluie chargée en éléments toxiques, soit le déclassement de la benne dont le contenu serait détérioré.

L'étude des flux de déchets conduira à un plan d'installation des bennes ou autres contenants évolutifs en fonction des séquences du chantier et des corps d'état intervenant.

Si le site est trop exigu pour accueillir plusieurs bennes, les déchets seront orientés vers un centre de tri départemental, de regroupement, de valorisation et de stockage des déchets de chantier.

Bennes à gravois : Conformément à la réglementation, tous les déchets doivent être recyclés ou retraités. Les parties non recyclables ou non retraitables seront à envoyer à la décharge.

Les déchets seront classés selon les classes des décharges (classe 1 – classe 2 – classe 3).

L'Entrepreneur du présent lot mettra à disposition des autres corps d'état (hors lots Gros Œuvre et plâtrerie), pour toute la durée du chantier, des bennes à gravois en nombre suffisant pour permettre le tri sélectif des déchets en un lieu désigné par le Maître d'Œuvre.

Il assurera le ramassage régulier et le transport aux décharges publiques des bennes. Le nombre de bennes et le nombre de voyages seront fonction des gravois à enlever.

L'Entreprise titulaire du lot Logistique assurera la gestion des aires de stockage de matériaux des entreprises.

Le nettoyage des aires de bennes et de stockage sera quotidien et à la charge du présent lot.

**Concerne :**

- La gestion du tri sélectif pour un forfait de 60 bennes de 8m3.
- La gestion des aires de stockage des matériaux conformément au PIC joint à ce DCE.

## **2.2.12 COMPTE PRORATA**

Un compte prorata concernant les consommations du chantier en eau, électricité, chauffage et ventilation sera mis en place et géré par le présent lot.

Le montant de ce compte prorata sera forfaitisé et correspondra pour chacune des entreprises, ce lot compris, à 1% du montant total des travaux qu'elle aura à effectuer.

\*\*\*\*\*